

Unité départementale du Calvados
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 05/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SODEL

Zone industrielle Nord Est - BP 94184
Rue Barthélemy
14100 Lisieux

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005300960

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement SODEL implanté Zone industrielle Nord Est - BP 94184 Rue Barthélemy 14100 Lisieux. L'inspection a été annoncée le 16/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODEL
- Zone industrielle Nord Est - BP 94184 Rue Barthélemy 14100 Lisieux
- Code AIOT : 0005300960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SODEL exploite à LISIEUX une usine de fabrication de produits d'entretien et détergents à destination des professionnels. L'établissement est classé Seveso Seuil Bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Surveillance	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Bilan de conformité à l'AM 24/09/20	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Champ d'application AM 24/09/20	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article I-1.1.2	/	Sans objet
3	Liquides entrant dans le champ d'application de l'AM 24/09/20	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1-III	/	Sans objet
6	Contenants fusibles de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1	/	Sans objet
7	Détection incendie dans les bâtiments contenant des LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Rétentions des liquides inflammables et combustibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II de l'annexe V	/	Sans objet
9	Extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II de l'annexe V	/	Sans objet
10	Défense incendie des stockages de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1	/	Sans objet
11	Rétention déportée	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Sodel, site Seveso Seuil Bas, dispose aujourd'hui sur son site de plus de 100 tonnes de liquides inflammables (LI) en contenants fusibles, et est à ce titre soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de LI exploité au sein d'une ICPE soumise à autorisation. Aussi, l'exploitant a remis en mars 2022 un bilan de conformité à cet arrêté, sur lequel l'inspection a réagi par courrier du 22/08/22. Entre autres, des pistes de réflexion visant une réorganisation des stockages de LI avec diminution des risques à la source ont été suggérées à l'exploitant, qui a un vaste projet de réorganisation des flux et des stockages de son usine de Lisieux.

Lors de l'inspection du 06/07 dernier, l'industriel a détaillé son projet qui a évolué depuis. Il inclut notamment une externalisation du stockage des produits finis, l'installation de 2 cuves permettant de stocker certaines matières premières non plus en récipients mobiles mais en réservoirs fixes, et le stockage de l'ensemble des LI dans une seule cellule LI construite en 2016 selon des dispositions constructives renforcées (murs coupe-feu 3 heures...). De ce fait, selon l'exploitant, il y aurait au 1er janvier 2026 moins de 100 tonnes de LI en contenants fusibles stockés sur le site ; les stockages de LI seraient donc encadrés par l'arrêté ministériel du 01/06/15 modifié relatif aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE 4331. Un bilan de conformité à cet arrêté ministériel est à faire pour que le projet tienne compte de toutes les prescriptions applicables. L'exploitant a demandé par courrier du 08/06/23 à ne pas considérer certains de ses liquides de point éclair entre 35 et 93°C dans l'application de l'AM 24/09/20 s'ils ont donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue. Cela est possible pour certains liquides sous conditions indiquées dans le présent rapport.

Dans le cadre de son projet, l'industriel va renforcer la défense incendie de son établissement, en installant notamment un système d'extinction automatique incendie mousse dans la cellule contenant à terme tous les stockages de LI du site, en sprinklant les bâtiments contenant les outils de production, en équipant le poste de dépotage de matières premières de moyens fixes de défense incendie, ce qui sera un vrai plus en terme de sécurité.

Pour conforter tout cela, il paraît important que la société Sodel établisse une procédure robuste de gestion des astreintes, une grande partie des incendies de grande ampleur survenant en dehors des heures ouvrées.

De même, des améliorations, précisées dans le corps du rapport, sont attendues sur l'état des stocks, de manière à ce qu'en cas d'incendie il puisse être utilisé dans les meilleurs délais par les

services de secours notamment. L'inspection rappelle que les quantités maximales de matières dangereuses fixées par AP du 15/12/2016 doivent impérativement être respectées.

D'autres demandes sont reprises dans le corps du rapport, auxquelles l'exploitant est tenu de fournir dans les meilleurs délais, et au maximum sous 6 mois, des réponses à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats :</p> <p>Selon l'état des matières stockées présenté, le jour de l'inspection, il y avait sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> * des liquides inflammables classés sous la rubrique ICPE 4331, dans des quantités conformes à ce qui est fixé dans l'arrêté préfectoral du site du 15/12/2016 -> cela correspond bien au régime d'enregistrement * des produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1 classés sous la rubrique 4510, dans des quantités supérieures à ce qui est fixé dans l'AP 15/12/2016, et qui correspondent au régime Seveso Seuil Bas -> non conforme * des produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 classés sous la rubrique 4511, en-deçà du seuil fixé pour le régime de déclaration <p>Demande de l'inspection : il est impératif que les quantités maximales de matières dangereuses fixées par AP du 15/12/2016 soient respectées.</p> <p>L'exploitant a expliqué classer un produit qui est à la fois inflammable (mention de danger H225 ou H226) et dangereux pour l'environnement (mention de danger H400 ou H410 ...) à la fois sous la rubrique ICPE 4331 et la rubrique 4510. Or, le classement d'un produit au regard de la nomenclature ICPE doit respecter les règles de priorités de classement définies par l'article R. 511-12 du code de l'environnement, comme l'explique le guide de lecture des textes liquides</p>

inflammables établi par la DGPR partie A - paragraphe A.I. Existe un guide technique INERIS sur l'application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des ICPE. Ainsi un produit inflammable et dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1 est à classer uniquement sous la rubrique ICPE 4510.

Demande de l'inspection : L'exploitant doit revoir le classement de ses produits au regard de la nomenclature ICPE en tenant compte des règles de priorités de classement définies par l'article R. 511-12 du code de l'environnement. L'état des stocks doit indiquer, en plus de la rubrique ICPE à laquelle est rattachée chaque produit, les différentes mentions de dangers de ce produit le cas échéant.

Demande de l'inspection : L'exploitant dispose actuellement d'un logiciel informatique wms lui permettant d'obtenir un état des stocks rapidement exploitable par zones de stockage... pour ses produits finis. Le développement de ce modèle d'état des stocks prévu pour les matières premières également, doit se faire dans les meilleurs délais pour répondre aux prescriptions de l'article 50 de l'AM 04/10/10.

Par sondage, l'inspection a demandé à vérifier la fiche de données de sécurité d'un produit. Cette FDS est disponible sur le réseau informatique, via un système hébergé à l'extérieur. Une procédure incluse au POI indique comment accéder aux FDS.

Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2mois

N° 2 : Champ d'application AM 24/09/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article I-1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I- relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au moment de l'inspection, selon la société Sodel, la quasi totalité des liquides inflammables stockés sur site sont des liquides de mention de danger H226 (point éclair entre 23 et 60°C) et des liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, stockés en récipients mobiles.</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, il y a actuellement sur le site + 100 tonnes de liquides H226 stockés en contenants fusibles => aussi, l'arrêté ministériel du 24/09/20 s'applique actuellement, suivant des échéances de mise en conformité des installations existantes fixées dans cet AM allant jusque 2026.</p> <p>La société Sodel a un vaste de projet de réorganisation de ses flux de production et de ses stockages sur son site de Lisieux. Entre autres, à terme, à horizon 2026 - 2027 selon ce qu'a indiqué l'industriel, les stockages de liquides inflammables vont être réorganisés selon des précisions apportées en annexe confidentielle. Au final, selon les engagements de l'exploitant, avec ce projet, les quantités de liquides inflammables H224-H225-H226-HP3 qui seront au maximum stockés sur site en contenants fusibles seront en-deçà des 100 tonnes.</p> <p>=> Par conséquent, au moment de la réalisation de ce projet, les stockages de liquides inflammables du site Sodel ne seront plus soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/20 mais à l'arrêté ministériel du 01/07/15 modifié applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cet arrêté ministériel du 01/07/15 vise les stockages (dont matières premières et déchets), qu'ils soient aériens ou enterrés, fixes ou mobiles, mais également les ateliers de fabrication ou de production par mélange et emploi (réacteur, stockage intermédiaire, utilités etc.). Ce projet fera l'objet de porters à connaissance au préfet avant toute modification des installations.</p> <p>Position et demande de l'inspection : Le projet de réorganisation des flux de production et des stockages de l'usine, basé sur le stockage sur site au 1er janvier 2026 de moins de 100 tonnes de liquides inflammables H224-H225-H226-HP3 en contenants fusibles, doit prendre en compte toutes les prescriptions de l'arrêté ministériel du 01/07/15 modifié applicables aux installations existantes. Un bilan de conformité par rapport à ce texte est à réaliser. Cela sera fixé prochainement par arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>L'industriel prévoit, via ce projet, de stocker tous ses liquides inflammables dans la cellule liquides inflammables du site équipée de murs REI180, nommée cellule 3 dans le bilan de conformité à l'AM 24/09/20 remis en mars 2022 (cf la suite du rapport).</p> <p>Observation de l'inspection : pour que la zone de chargement avant expédition camions ne soit pas considérée comme un stockage de liquides inflammables, auquel s'appliquent toutes les prescriptions de l'AM, il est nécessaire, au regard du guide de lecture des textes liquides inflammables, que les récipients mobiles en cours de manutention, de chargement, déchargement, ou plus globalement en cours de gestion, soient posés "temporairement" au sol, le temps d'effectuer les manipulations nécessaires aux opérations logistiques (rassemblement d'un ensemble de récipients mobiles pour chargement, récipients mobiles sortant juste de la chaîne de production en attente de leur déplacement vers le stockage, ...). A contrario, l'entreposage d'un ensemble de récipients mobiles sur une zone dédiée, au-delà de la durée nécessaire aux opérations logistiques, en perspective d'un chargement qui interviendrait plusieurs heures voire jours plus tard, n'est pas assimilé à de la manutention, les récipients mobiles sont alors considérés</p>

comme des stockages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Liquides entrant dans le champ d'application de l'AM 24/09/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1-III
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en récipients mobiles de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p> <p>Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p> <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 08/06/23, puis lors de l'inspection du 06/07, la société Sodel a demandé à ne pas considérer certains de ses liquides de point éclair entre 35 et 93°C dans l'application de l'AM 24/09/20 s'ils ont donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue. L'exploitant précise notamment que ses produits de point éclair entre 60 et 93°C contiennent plus de 80% d'eau.</p> <p>Voici la position pour pouvoir exclure certains liquides de point éclair entre 35 et 93°C dans l'application de l'AM 24/09/20, selon des échanges avec la DGPR du Ministère en charge des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Pour les liquides de point éclair entre 23°C et 60°C, correspondant à la définition de la mention de danger H226, cela pourrait être accepté au regard du paragraphe 2.6.4.5 annexe 1 du règlement CLP, qui précise : "Il n'est pas nécessaire de classer les liquides ayant un point d'éclair supérieur à 35 °C et ne dépassant pas 60 °C dans la catégorie 3 si des résultats négatifs ont été obtenus lors de l'essai de combustion entretenue L.2, troisième partie, section 32 des Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses des Nations unies, Manuel d'épreuves et de critères." Les FDS des produits ne doivent alors pas indiquer cette mention de danger H226. * Pour les liquides de point éclair entre 60 et 93°C (pour le champ d'application du I.1 de l'art I.1 de l'AM du 24/09/2020), cela pourrait être accepté par analogie par le ministère à condition que l'exploitant justifie que ces liquides donnent des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue. Cette possibilité est effectivement indiquée dans la définition de la rubrique 1436 de la nomenclature. La DGPR a précisé que les essais de combustion entretenue L.2 sont ainsi recevables s'ils respectent bien le protocole décrit. * Pour les liquides de point éclair entre 60 et 93°C (pour le champ d'application du III de l'art I.1 de l'AM du 24/09/2020), si l'AM 24/09/20 s'applique, les prescriptions de l'AM s'appliquent notamment à tous les liquides de point éclair entre 60 et 93°C en application de l'article I.1.III de l'AM 24/09/20. Toutefois, les dispositions de l'AM 24/09/20 ne s'appliquent pas aux liquides de point éclair entre 60 et 93°C exclus du champ d'application de la rubrique 1436 car ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue. * Pour ces liquides de point éclair entre 23 et 93°C, et dans l'hypothèse que l'on puisse les exclure par les items ci-dessus, ces liquides peuvent être des liquides combustibles au sens de la définition du I.2. de l'AM du 24/09/20, sauf s'ils en sont exclus au regard du "protocole expérimental pour déterminer le caractère solide liquéfiable combustible ou liquide combustible d'un produit" élaboré par l'INERIS en juillet 2021. <p>Des prescriptions de l'AM 24/09/20 sont applicables aux liquides combustibles dès lors qu'ils sont</p>

stockés à proximité de liquides inflammables (article I.1.II).
L'exploitant a fourni suite à l'inspection les résultats de l'essai de combustion entretenue L.2 de l'un de ses produits finis contenant beaucoup d'eau de point éclair 51,5°C. Les résultats de cet essai concluent que ce produit n'entretient pas la combustion et que, selon le règlement CLP, l'échantillon est à classer comme non inflammable et n'appartient pas à la catégorie 3 (H226). La FDS du produit n'indique pas la mention de danger H226. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bilan de conformité à l'AM 24/09/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.V
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : V. Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p>
<p>Constats : Par courrier du 15 mars 2022, la société Sodel a transmis au préfet un bilan de conformité de ses installations à l'AM 24/09/20. Ce bilan de conformité a été réalisé car l'établissement relève du point 2 de l'article I.1 de cet AM dans la mesure où la quantité maximum de LI (H225 et H226) potentiellement présente est supérieure à 100 t en contenants fusibles. Ce bilan de conformité par rapport à l'AM 24/09/20 fait apparaître la nécessité de mettre en oeuvre des actions de mise en conformité par rapport à des dispositions applicables, détaillées en annexe confidentielle. L'industriel a précisé les plans d'actions envisagés ou déjà mis en oeuvre par courrier du 08/06/2023.</p>
<p>Demande de l'inspection : Le projet de réorganisation des flux et stockages du site permettra de passer sous les 100 tonnes de liquides inflammables stockés sur site en contenants fusibles ; les stockages de liquides inflammables du site seront alors soumis à l'arrêté ministériel du 01/06/2015 relatif au régime d'enregistrement sous la rubrique 4331. Un bilan de conformité par rapport à ce texte est à réaliser.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.5
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance en dehors des heures d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles. Dispositions applicables à compter du 1er janvier 2023 au regard de l'annexe 3 de l'AM 24/09/20
Constats : La surveillance du site en dehors des heures ouvrées est précisée en annexe confidentielle. Demande de l'inspection au regard d'un écart réglementaire : Une grande partie des incendies de grande ampleur surviennent en dehors des heures ouvrées, aussi il est indispensable que la société Sodel établisse une procédure robuste de gestion des astreintes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 6 : Contenants fusibles de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
Thème(s) : Risques accidentels, Contenants fusibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026. Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. Constats : L'exploitant indique ne pas stocker sur son site de liquide inflammable de mention de danger H224. Dans le cadre du projet de réorganisation du site, un produit de mention de danger H225 sera d'ici fin 2024 stocké en réservoirs aériens implantés dans la cellule liquides inflammables équipée de murs REI 180. Sinon, la grande majorité des produits stockés sont H226 ou de point éclair compris entre 60 et 93°C. Lors du tour terrain, l'inspection a regardé par sondage quelques IBC de liquides inflammables stockés dans la cellule liquides inflammables du site équipée de murs REI 180. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle. Aucune non conformité sur ce sujet n'a été détectée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Détection incendie dans les bâtiments contenant des LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Détection incendie Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de liquides inflammables, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du stockage couvert et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur. Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, tous les bâtiments de l'usine sont équipés de différents systèmes de détection détaillés en annexe confidentielle. L'inspection a notamment constaté ces dispositifs de détections dans la cellule liquides inflammables construite en 2016 et équipée de murs coupe-feu REI180. Les déclenchements de ces systèmes de détection sont traités par une centrale de détection incendie, qui doit communiquer avec la société de télésurveillance lorsque le site est à l'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rétentions des liquides inflammables et combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II de l'annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour les autres installations existantes, un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Chaque récipient mobile contenant un liquide inflammable est par ailleurs associé à un dispositif de rétention dont la capacité utile respecte les dispositions du point I de l'article III. 12 du présent arrêté dans le même délai.</p> <p>remarque : Les liquides inflammables stockés sur le site Sodel sont dans la grande majorité miscibles à l'eau.</p> <p>Article III.12 : I. Dispositions pour les stockages en récipients mobiles</p> <p>Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention est au moins égal soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 L ; - à 50% de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 L si cette capacité excède 800 L. <p>Constats :</p> <p>La cellule de liquides inflammables a été construite en 2016, et devait respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel relatif aux installations de stockages de liquides inflammables soumises à enregistrement dans sa version de l'époque. Cette cellule, de surface 760 m², est constituée de murs coupe feu REI180.</p> <p>Elle dispose d'une rétention locale formée par la topographie de la cellule (rétention fixe d'environ 5 cm) et de barrières amovibles étanches au niveau des issues.</p> <p>Demande de l'inspection : l'exploitant doit justifier que la rétention permet de contenir 100% du volume de liquides abrités à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, en application de l'annexe VII - point 22.V de l'AM E LI applicable au site une fois le projet de réorganisation des flux et stockages sera mis en oeuvre. Cela dépend du système d'extinction automatique incendie qui sera mis en place.</p> <p>Lors de l'inspection, la fermeture d'une barrière amovible de la cellule inflammable a été testée. Après quelques secondes (moins de 1 minute), la barrière s'est fermée, assurant la rétention.</p> <p>Selon le rapport de contrôle présenté en inspection, le dernier contrôle de la barrière, réalisé par une entreprise extérieure, a été fait le 13/04/2023 ; il s'est avéré concluant.</p> <p>Dans le cadre de son projet de réorganisation des flux et stockages de l'usine, l'exploitant va implanter 2 cuves de liquides inflammables dans cette cellule. Il précise que ces 2 cuves seront positionnées sur rétention locale spécifique de volume adapté.</p> <p>Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Extinction automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II de l'annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Pour les autres installations existantes, un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables à compter du 1er janvier 2026. Chaque récipient mobile contenant un liquide inflammable est par ailleurs associé à un dispositif de rétention dont la capacité utile respecte les dispositions du point I de l'article III. 12 du présent arrêté dans le même délai. remarque : Les liquides inflammables stockés sur le site Sodel sont dans la grande majorité miscibles à l'eau.
Constats : Dans le cadre de son projet de réorganisation des flux de production et des stockages, la société Sodel va renforcer la défense incendie de son site, en installant des systèmes d'extinction automatique incendie dans plusieurs cellules. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle. Avec ce projet, l'exploitant envisage de stocker l'ensemble de ses liquides inflammables dans la cellule dédiée n°3 selon le bilan de conformité à l'AM 24/09/20 remis en mars 2022. La cellule 4 ne contiendra alors plus aucun liquide inflammable. Demande de l'inspection : Ce projet fera l'objet de porters à connaissance au préfet avant toute modification des installations. Les systèmes d'extinction automatique incendie installés sur le site devront naturellement être adaptés aux produits stockés. Ils devront répondre aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie devra préciser le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place. L'exploitant devra faire établir une attestation de conformité des systèmes d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu. Cette attestation sera accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau, et le cas échéant en émulseur. Comme prévu par l'article III.7.III de l'AM 24/09/20, et par l'article 11.3.IV.B de l'AM du 01/06/15 relatif aux stockages de liquides inflammables soumis à enregistrement, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier est limitée à 7,60 m pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230L si le système d'extinction automatique incendie respecte des règles de construction visant ces 7,60m. La hauteur de stockage maximale de 7,60m est mesurée de la base du stockage au sommet du récipient mobile (et non au pied de la palette) situé au dernier niveau de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Défense incendie des stockages de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Stratégie de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité des liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ; - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation. <p>III. Scénarios de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur ; - feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur ; - feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ; - feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage couvert ; - feu d'engin de transport (principalement les camions « et les chariots élévateurs »).
<p>Constats :</p> <p>Demande de l'inspection : L'exploitant dispose d'un POI qu'il est nécessaire de diffuser à la préfecture du Calvados, au SDIS 14 et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Quelques précisions sont apportées en annexe confidentielle.</p> <p>Un plan positionnant les rivières alentour et les réserves d'eau publique est intégré dans le POI.</p> <p>Demande de l'inspection : L'exploitant vérifiera toutefois que ces réserves en eau permettent de répondre à l'article VI.3 de l'AM 24/09/20 demandant notamment à ce que soient étudiées d'ici 2026 les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié le dernier contrôle réalisé sur certains moyens de défense incendie positionnés dans la cellule liquides inflammables : le dernier contrôle réalisé sur l'extincteur n°35 date d'août 2022, le dernier contrôle sur un Poteau Incendie Armé date de mars 2023, ce qui respecte la fréquence annuelle réglementaire pour ce type de contrôles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rétention déportée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.14
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Dispositif d'extinction des effluents enflammés Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pareflamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent. Dispositions applicables au 1er janvier 2026
Constats : Comme indiqué dans le bilan de conformité à l'AM 24/09/20 remis en mars 2022, aucun dispositif pare-flamme n'est présent en sortie de la cellule n°4, alors que cette cellule dispose d'une rétention déportée constituée par les bassins de confinement du site. En inspection, il a même été constaté que les tuyauteries partant de cette cellule n°4 sont en PVC. Demande de l'inspection : En cas de rétention déportée concernant une cellule de liquide inflammable, il est important que les tuyauteries acheminant les liquides vers cette rétention soient équipées de siphons coupe-feu ou dispositifs équivalents pour éviter que l'incendie se propage. Aussi, la réorganisation des stockages de liquides inflammables sur le site est importante pour qu'il n'y ait d'ici 2026 plus aucun liquide inflammable dans cette cellule n°4. Cela est valable également pour les zones de dépotage, et est donc à prendre en compte dans le cadre du projet de réorganisation des flux et stockages de l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet